De la résistance à la Révolution

RéSISTANCES

Septembre 2010. Edité par le Comité NPA d'Anglet N°9



AG APRES LA MANIFESTATION

Pour nombre de travailleurs (salariés ou non) le 7 Septembre ne peut rester sans lendemain. Ils le savent : nous ne ferons reculer le gouvernement et le MEDEF que par un grand mouvement d'ensemble, unitaire et prolongé. Le collectif "Oldartu-Lutter Ensemble", dès la première manifestation contre le plan sur les retraites, s'est prononcé dans ce sens. Oldartu et les structures qui le composent appellent ce jour là l'ensemble des travailleurs à une assemblée générale à 14h30 à la Bourse du Travail de Bayonne (place Sainte Ursule) pour débattre de l'avenir à donner au mouvement .

Sommaire

Page 1 : le 7 septembre... et après ?
Page 2 : contre la xénophobie
Page 3 : solidaires des gens du voyage
Page 4 : postiers et contrôleurs aériens en grève
Page 5 : victoire chez Total Dunkerque
Page 6 : viol aux Fêtes de Bayonne, spéculation foncière
Page 7 : livres et exposition Miro

La grève... jusqu'au retrait du projet

Depuis 1993, les pensions ont déjà diminué en moyenne de 20%. Avec ce projet, elles diminueront encore et la situation des retraités connaîtra une nouvelle régression. « Il y a trop de retraités par rapport au nombre d'actifs, et cela ira de mal en pis », nous assène la campagne gouvernementale pour présenter la réforme comme indispensable. C'est un argument bidon ; en effet, un travailleur produit aujourd'hui environ 7 fois plus que dans les années 50, ce qui devrait permettre une amélioration régulière des conditions de vie et de travail des classes populaires. Mais cette productivité en hausse constante profite surtout aux capitalistes et aux gros actionnaires. Et particulièrement en temps de crise (leur crise !), lorsqu'il s'agit pour eux de maintenir leurs profits, ils exploitent encore plus le monde du travail en augmentant le chômage et en diminuant salaires et retraites. Nous ne pouvons laisser faire. L'attaque contre les retraites doit être l'attaque de trop, celle qui va engendrer colère et révolte de masse. L'Intersyndicale organise le 7 septembre une journée interprofessionnelle de grèves et de manifestations contre le projet gouvernemental des retraites ; elle est précédée par une journée Education le 6 septembre. Certes, il faut tout faire pour réussir le 7 (et le 6 !) mais, pas davantage que les précédentes, une journée sans lendemain ne fera reculer Sarkozy. Ces journées séparées, espacées de plusieurs mois, n'ont pas ou peu d'impact ; le gouvernement a déjà prévu de procéder, après le 7, à quelques légers amendements, comme sur la question de la pénibilité, mais rien de plus. Seul un changement radical du rapport de forces le mettrait en position difficile. C'est donc bien un affrontement majeur, une grève générale qu'il faut préparer, «*jusqu'au retrait de la réforme des retraites !* », mot d'ordre minimum ; et tant qu'à se battre, exigeons de revenir à 37,5 annuités pour tou-te-s.

Un certain nombre d'initiatives dans ce sens ont vu le jour depuis juin, comme l'appel Pyrénées Atlantiques (*"http://7550.lapetition.be" http://7550.lapetition.be* - plus de 1300 signatures collectées sur les marchés et les lieux de travail – voir Résistances n°8), et des préavis de grève illimitée commencent à être déposés par des syndicats. Il faut amplifier le mouvement. L'heure est bien à une riposte générale d'envergure !

http://comite-anglet-npa.blogspot.com
contact: capnpa@orange .fr /06 11 52 01 75

Contre les mesures racistes et xénophobes
Toutes et tous dans la rue !



Le NPA a appelé à manifester le 4 septembre aux côtés d'une cinquantaine d'organisations de gauche et de diverses associations contre les propos et les menées xénophobes, racistes et sécuritaires du gouvernement.

Au moment où Sarkozy et Hortefeux essaient de détourner l'attention de leurs difficultés et des scandales politico-financiers qui minent le gouvernement en reprenant à leur compte une idéologie nauséabonde qui rappelle les belles heures du régime pétainiste, une telle initiative est évidemment la bienvenue.

Mais le texte de l'appel à manifester ne comportant aucune revendication précise il est plus que jamais nécessaire de faire entendre notre voix en martelant le fait que l'opposition à la politique gouvernementale sur ce plan doit se traduire par des revendications concrètes, valables non seulement ici et maintenant mais aussi demain lorsque les partis de gauche qui appellent aux manifestations seront peut être au pouvoir, à savoir :

- Non au retrait de la nationalité pour les personnes convaincues de délit,
- Non à la stigmatisation des étrangers et en particulier de la communauté arabo-musulmane et de la jeunesse populaire des cités,
- Non à l' expulsion des sans-papiers, - Régularisation immédiate de tous les sans-papiers, des papiers pour tous, - Arrêt immédiat de la chasse aux Roms et des rapatriements "volontaires" orchestrés par le Ministère de l'intérieur et sa police, - Respect des droits des gens du voyage. Pour nous, participer à ces manifestations n'a rien à voir avec la défense d'un quelconque républicanisme bêlant.

C'est un geste de solidarité élémentaire à l'égard des travailleurs, des pauvres et des laissés-pour-compte que le gouvernement tente de livrer à la vindicte du public dans l'espoir de récupérer, dans les urnes, les voix de l'extrême-droite.

Nous n'avons pas les mêmes valeurs

L "appel citoyen" à manifester de la Ligue des Droits de l'Homme se terminait ainsi : "Nous appelons à une manifestation le samedi 4 septembre 2010, place de la République à Paris, à 14h 00, et partout en France, afin de fêter le 140e anniversaire d'une République que nous voulons plus que jamais, libre, égale et fraternelle". L'anniversaire en question c'est celui de la naissance de la Troisième République en 1870. Cette République qui, moins d'un an après sa fondation, écrasa dans le sang la Commune de Paris proclamée par la classe ouvrière parisienne, se donna comme premier Président Auguste Thiers, l'égorgeur en chef des Communards, refusa le droit de vote aux femmes, mena des aventures coloniales sanglantes en Afrique, en Asie et en Océanie, fit condamner à mort des femmes ayant pratiqué des avortements, et prit le 6 avril 1940 un décret d'assignation forcée à résidence de tous les Tziganes, avant de se jeter... dans les bras de Pétain. Bel exemple de République libre, égale et fraternelle ! Alors, manifester dans la rue avec d'autres contre le racisme et la xénophobie est une chose, approuver un tel appel en est une autre !



Gens du voyage
La nécessaire solidarité !

La loi Besson, de juillet 2000, oblige les communes de plus de 5 000 habitants à proposer une aire de grand passage aux gens du voyage. Beaucoup de mairies ne sont pas en accord avec la loi (il faut savoir qu'il n'y a pas de sanction prévue). Et lorsque ces aires existent, elles sont souvent insuffisantes et/ou peu accueillantes.



Ce contexte général oblige les gens du voyage à s'installer de façon « illégale » où et comme ils le peuvent. Localement, il existe pour la CABAB l'aire de Saint Bernard à Bayonne, et rappelons que Jean Espilondo, maire d'Anglet et appartenant au Parti socialiste, s'est largement investi pour sa création. Mais elle s'est révélée bien insuffisante cet été et, faute de place, 280 caravanes se sont installées « illégalement » sur le terrain Girouette d'Anglet. La municipalité a alors demandé leur expulsion à la Préfecture, mais le tribunal administratif a annulé l'arrêté du 6 août, désavouant préfet et maire.

Espilondo a récidivé, s'adressant au tribunal de grande instance qui, réuni en audience des référés le 12 août, lui a donné cette fois gain de cause ; les gens du voyage ont dû quitter les lieux pour leur étape suivante, Bordeaux, où ils ont connu des problèmes similaires avec Juppé. Ajoutons que la municipalité d'Anglet a porté plainte contre la personne qui a forcé le passage pour ouvrir les portails de Girouette (comparution en février prochain), alors que la communauté a déclaré qu'elle rembourserait les dégâts causés.

Il y a eu un deuxième exemple local avec l'expulsion du terrain d'Huréous de 20 caravanes, demandée par Marie-José Espiaube, maire du Boucau et membre du Parti communiste. Les méthodes utilisées envers les communautés des gens du voyage sont les mêmes, que les municipalités soient de gauche ou de droite ; « la loi doit être appliquée » disent-elles. Mais cette loi est celle d'un système au service des possédants, pour lequel l'accueil des gens du voyage (comme d'ailleurs la question générale du logement social par exemple) n'est guère une priorité !

L'attitude envers les gens du voyage, particulièrement en cette période de campagne raciste et xénophobe déclenchée par Sarkozy, doit au contraire reposer sur une valeur simple, la solidarité… après tout l'une des bases des idéaux socialistes et communistes !

Et il s'agit de construire des aires d'accueil satisfaisantes et en nombre suffisant._Et,sur ce point, la loi n'est pas appliquée : en 2008, la France ne disposait que de 32 % des 42 000 places d'accueil prévues, et, pour ce fait, elle a récemment été condamnée par le Conseil de l'Europe.

Boucau
Les postiers en grève

Le lundi 19 juillet les postiers du Boucau se sont mis en grève contre la réorganisation du service distribution qui entraînait la suppression d'un emploi. Alors que le développement démographique de la ville est important, les facteurs redoutent que cette baisse des effectifs ne leur permette plus d'assurer une distribution de la totalité de leur courrier aux usagers.

Ils ont obtenu le soutien de la population du Boucau dans leur lutte, une pétition a recueilli environ 700 signatures et un rassemblement de soutien devant les bureaux de la Poste a rassemblé 200 personnes.

Après 8 jours de grève la Direction s'est décidée à écouter les revendications des grévistes et 1/2 poste de travail a été maintenu. De plus une réunion entre la Direction et les représentants des facteurs se tiendra en septembre afin d'étudier ensemble la situation nouvelle de la distribution du courrier sur le secteur. Un même mouvement avait eu lieu à Anglet pour les mêmes raisons. Cette nouvelle organisation du travail, décidée avant la privatisation de la Poste, s'accélère depuis celle-ci.



C'est bureau par bureau que sont décidées les réorganisations, tant au niveau local qu'au niveau national. Les luttes sont sectorielles et à ce jour il n'y a pas de coordination entre les bureaux en lutte. Face à ces attaques programmées qui entraîneront par la suppression massive d'emplois la dégradation de ce qui fut un service public, un mouvement d'ensemble national s'impose afin de développer une lutte constructive en appelant l'ensemble des personnels de la Poste et des usagers à y participer !

La mobilisation de toutes et de tous est primordiale pour sauver les services publics qui nous restent et pour éviter la casse complète de ceux qui ont été privatisés ! ✪

Mouvement des contrôleurs aériens
Non au libéralisme,
dans le ciel comme sur terre

Ce pourrait être le slogan mis en avant par les contrôleurs aériens qui, fin juillet, ont fait grève pour la troisième fois de l'année. De nombreux aéroports ont été touchés, celui de Biarritz a même dû fermer. L'Intersyndicale qui appelait à la grève refuse le projet de fusion du contrôle aérien français avec cinq autres pays (Allemagne, Suisse, Belgique, Pays-Bas, Luxembourg) pour former le FABEC (bloc d'Europe centrale). "D'accord pour une coopération" dit l'Intersyndicale, mais elle rejette la fusion, lourde de dangers, notamment le démantèlement de la Direction Générale de l'Aviation Civile (DGAC), la sortie de tout ou partie des services et de ses personnels du cadre de la fonction publique d'État, mais aussi une baisse du niveau de sécurité. Les syndicats dénoncent ce projet synonyme de recul social et qui entraînerait en particulier la restructuration des services et la suppression de 495 emplois à la DGAC sur trois ans. La mobilisation a été aussi forte que lors des précédentes grèves de janvier et février. Et si le gouvernement ne bouge pas, une nouvelle grève est prévue en septembre. ✪





Raffinerie TOTAL à Dunkerque

6 mois de grève et la victoire



C'est le 12 janvier que la grève démarre à la raffinerie des Flandres de Dunkerque. Total en 2009, c'est près de 8 milliards d'euros (2009, c'est l'année de la crise !) de bénéfice, 14 milliards en 2008.

Mais cela ne suffit pas aux actionnaires : ils veulent fermer la Raffinerie des Flandres de Dunkerque ! Face à cette puissante multinationale, il y a quelques centaines de salarié-e-s de la région de Dunkerque, ... mais aussi leurs familles, leurs proches, des organisations syndicales, politiques, associatives. Dès le début du mouvement, une intersyndicale SUD/CGT/FO est mise en place ; les salarié-e-s sont présent-e-s au piquet de grève installé devant l'usine, des assemblées générales se tiennent deux fois par jour. Les grévistes peuvent ainsi s'exprimer librement, écouter les informations de l'intersyndicale, décider des suites de leur mouvement, des actions à mener, du message à transmettre à la direction. C'est la démocratie dans la lutte !

Mi-février, la grève qui dure depuis un mois, les manifestations dynamiques à Dunkerque, l'ultimatum lancé aux patrons de TOTAL, tout cela amène une riposte nationale au sein des raffineries TOTAL. A Dunkerque mais aussi à Gonfreville, Donges, Martigues, Feyzin, Grandpuits, les salarié-e-s sont alors en grève ! L'extension du mouvement au-delà des raffineries au sein de TOTAL d'une part, au sein de raffineries d'autres sociétés d'autre part, se dessine. La pénurie de carburants se précise... La solidarité et la détermination très fortes des collègues des autres sites, a transformé en mouvement national reconductible, une grève que beaucoup ne voulaient que de témoignage. Mais la grève nationale leur est confisquée. Le gouvernement comprend que la situation lui échappe, que le rapport de force devient favorable aux salarié-e-s en grève. Il lance les grandes manoeuvres de division.



Après trois jours de grève, la CFDT abandonne les grévistes, ce que refusent de faire ses sections de Feyzin et Donges. Au 7 ème jour, alors que la victoire totale est proche, la CGT appelle à cesser la grève ...

A Dunkerque, la grève continue. SUD maintient l'intersyndicale locale, les assemblées générales, les manifestations et la solidarité interprofessionnelles, et l'espoir de gagner ! Mais après l'abandon du mouvement national, la situation devient plus difficile. Les grévistes de Dunkerque tiennent bon. Le 8 mars, nous sommes nombreux/ses à leurs côtés devant le siège de TOTAL à La Défense, où ces salarié-e-s en grève pour leur emploi et l'avenir de leurs proches et de leur région sont accueilli-e-s par les gaz lacrymogènes et les matraques des "forces de l'ordre" !

Et le 30 juin, la Cour d'appel de Douai condamne TOTAL à relancer l'activité de raffinage ! Les représentant-e-s du personnel imposent une réunion du Comité d'Etablissement, le 16 juillet.

La direction de TOTAL doit avouer sa défaite : le travail reprend le lundi 19 juillet avec les opérations techniques nécessaires au redémarrage de la raffinerie ! La relance de l'activité se fait en maintenant les 360 emplois chez TOTAL et garantit aussi ceux (environ 450) des entreprises de sous-traitance.

C'est la victoire de celles et ceux qui ont résisté, lutté, se sont organisé-e-s collectivement, ont fait une grève et ont su la contrôler du début à la fin ! Mais la lutte continue car les patrons de TOTAL n'ont pas renoncé à fermer le site de Dunkerque ! ✪

Emploi

L'année de la grande casse

2009 aura été une année très noire pour le monde du travail. L'emploi salarié a reculé de 1,5 % pour atteindre, selon le Pôle Emploi, « un niveau jamais observé depuis l' après guerre ».

La crise a atteint tous les secteurs. L'Industrie (y travaillent 19 % des salariés) a été le secteur le plus touché, avec 168 200 postes supprimés. La Construction, qui créait des emplois depuis onze ans, a perdu 43 800 postes ; une aberration lorsqu'on considère le nombre de personnes sans logement ou mal logées.

Si les Services ont connu une faible baisse du nombre de salariés en pourcentage (-0,4%), cela correspond cependant à 44 200 emplois supprimés. Les dernières statistiques portant sur le second trimestre 2010 satisfont la ministre de l'économie Christine Lagarde. Il n'y a pourtant pas à se réjouir lorsqu'on les regarde de près. Certes 35 000 emplois auraient été créés, mais parmi eux combien d'intérims, combien de petits boulots? Manifestement une très forte majorité puisqu'aujourd'hui huit embauches sur dix sont des CDD. Et à nouveau, 17 000 emplois ont disparu dans l'Industrie, 1 500 dans la Construction.

Le patronat, avec le gouvernement à son service, poursuit les attaques contre nos conditions de vie et de travail pour maintenir ses profits. Interdiction des licenciements et partage du travail entre tous, ces deux mots d'ordre sont plus que jamais d'actualité ! ✪



Fêtes de Bayonne ENCORE UN VIOL



Cette année encore il faut déplorer les violences faites aux femmes pendant les Fêtes de Bayonne. En effet, il a été fait état d'une plainte pour viol déposée par une jeune fille de 19 ans au Parquet. Il s'agit du seul viol « déclaré », sachant qu'en moyenne seulement un viol sur huit est dénoncé. Propos dégradants, agressions orales, mains baladeuses et malheureusement viol sont le lot des femmes pour qui la fête ne peut pas être la même que celle des hommes, car tout semble permis à ces derniers puisque "ce sont les fêtes de Bayonne !". Les femmes sont les principales victimes de ces débordements. Cette violence concerne tous les acteurs de la fête. Un travail de communication a été mis en place par les organisateurs travaillant avec les associations et les cafetiers « Pour que la fête soit plus belle » mettant en avant le refus de ces agressions sexistes. Aussi l'on ne peut que déplorer le silence du premier magistrat de la ville sur ce viol. "Le Collectif contre les violences sexistes" avait apporté son soutien à la victime et avait appelé à un rassemblement le lundi 2 août à 18h30 en demandant à la population, aux organisateurs de la Fête, aux associations, aux partis politiques ainsi qu'aux autorités à se retrouver devant la mairie de Bayonne avec pour seul slogan « La fête oui ! Les agressions sexistes, non ! ». Malheureusement seule la société civile a répondu présente ! Le viol est un crime et les agressions sexistes dont sont victimes les femmes ne sont pas présentes que pendant les journées de fête. Un travail de dénonciation doit être mené toute l'année. Les associations féministes y travaillent afin d'obtenir une loi cadre contre les violences de genre. C'est dès la petite enfance que les schémas traditionnels concernant les femmes doivent être modifiés par l'éducation, pour que l'image de celles-ci dans la société ne soit plus dégradée et afin qu'existe une réelle égalité. ✪

Spéculation foncière

La loi du fric, au Pays Basque comme ailleurs

Une nouvelle transaction immobilière concernant une terre agricole de 2,5 hectares située à Larrau, en Soule, a défrayé la chronique cet été au Pays Basque. La propriétaire avait signé une promesse de vente pour 55 000 euros en faveur d'une personne résidant à Ciboure, originaire de Viodos, dont l'objectif est d'aménager la borde existante en une maison saisonnière. Le paysan, qui exploite actuellement cette terre, ne pouvait l'acheter à ce prix. Le conseil municipal de Larrau a majoritairement décidé de faire appel à la SAFER pour qu'elle use de son droit de préemption ; la SAFER a accepté et le prix a été abaissé à 20 000 euros (encore bien élevé, la valeur agricole étant estimée à 6000 euros). La propriétaire a un an pour décider si elle accepte, sinon c'est le tribunal qui décidera du prix de vente. Le 7 août, à l'appel du Syndicat des Paysans Basques (Euskal Herriko Laborarien Batasuna) et du Collectif de Soule contre la spéculation - demandant « que le nouvel acquéreur se retire de cette honteuse spoliation-transaction » et revendiquant « la terre aux paysans » - 300 personnes ont manifesté à Ciboure. Manifestation à caractère symbolique mais qui a eu le mérite, à travers ce cas particulier, de montrer la bataille à mener contre la loi du marché, pilier fondamental du système capitaliste. ✪



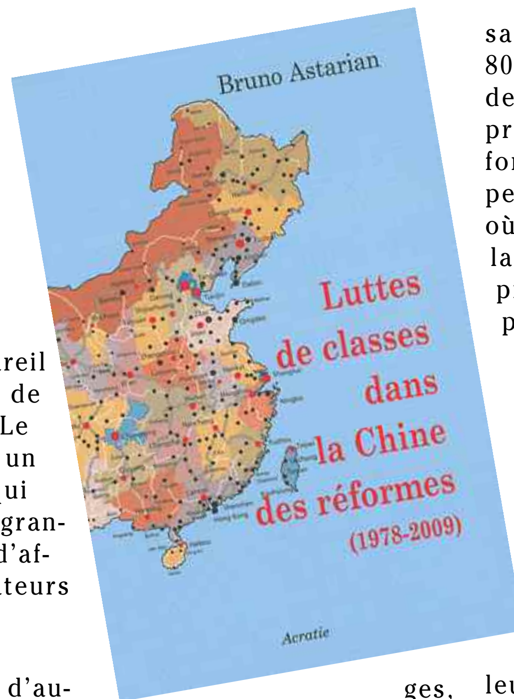


livres

"Luttes de classes dans la Chine des réformes"

(1978-2009) de Bruno Astarian

(édition Acratie)



Le grand mérite de ce livre, d'une lecture facile et fort bien documenté, est de faire le point sur la situation de la société en général, et celle de la classe ouvrière en particulier, après trois décennies de réformes économiques libérales en Chine.

Il montre l'émergence d'une classe capitaliste sûre d'elle-même et dominatrice, qui étale ses richesses sans vergogne et qui vit en complète osmose avec l'appareil de l'Etat et de celui de l'Armée populaire. Le tout chapeauté par un Parti communiste qui compte un nombre grandissant d'hommes d'affaires et de spéculateurs dans ses rangs.

Car dans la Chine d'aujourd'hui la distinction entre entreprises publiques et privées, chinoises ou étrangères est de plus en plus floue ce qui permet tous les dérapages, toutes les combines, toutes les appropriations inégales, tous les pillages.

Face à cela une nouvelle classe ouvrière, sans doute forte de 700 à 800 millions d'hommes et de femmes, commence à prendre conscience de sa force, à se battre, à sortir peu à peu de l'isolement où le pouvoir cherche à la maintenir, par entreprises, par districts, par provinces.

Et cette classe ouvrière reste très liée aux campagnes misérables qui ne subsistent que grâce à l'argent envoyé de la ville par les "travailleurs-paysans". Nul ne peut prédire à quel rythme les travailleuses et travailleurs chinois parviendront à s'organiser et à faire irruption sur la scène politique. Mais ce jour là, la Chine ébranlera le monde!

"L' Homme qui voulait être heureux" de Laurent Gounelle (édition Anne Carrière)

En voyage à Bali un Français, entendant parler d'un guérisseur très renommé, eut envie de le rencontrer quelques jours avant son retour. Dès la première rencontre ce guérisseur établit son diagnostic : *« vous êtes en bonne santé mais vous n'êtes pas heureux »*.

Là commence une difficile réflexion sur la découverte de soi. Ce récit n'est pas du tout psycho-pompeux. Et avec Bali et ses habitants en fond, des touristes rencontrés sur la plage, on ne s'ennuie jamais !

Extrait : « *L'ennui à Bali, c'est que les gens sont si gentils qu'ils disent toujours oui. Si vous demandez votre chemin, ils sont tellement désireux de vous aider qu'ils leur est insupportable de vous avouer qu'ils en sont pas capables. Alors, ils vous indiquent une direction, sans doute au hasard.* »

Ce livre se lit très facilement et on découvre toute la subtilité de la philosophie balinaise. Tout résulte dans le changement de comportement de ce touriste et des sacrifices qu'il est prêt ou non à faire pour obéir à son guérisseur.

Exposition Miro à Donosti (salle Kubo, Palais Kursaal)

Joan Miro est un peintre catalan né à Barcelone en 1893 et mort en 1983. Il a ainsi traversé tous les courants artistiques du 20 ème siècle et nous a laissé beaucoup d'oeuvres. L'exposition se concentre sur le dernier quart de sa vie, de 1956 à 1983, époque où il vivait à Majorque.

C'est une période qui nous permet de le découvrir en pleine ébullition créative et respirant la liberté et l'indépendance. On peut voir au travers d'une reconstitution et de photos son atelier et ainsi pénétrer son univers créatif.

Miro était un graphiste avant l'heure. Ses dessins aux formes géométriques et ses couleurs de prédilection le rouge, le jaune et le noir, ses dessins nous rappellent ceux de notre enfance avec lesquels il faut imaginer tant de choses (merci les légendes !).

Allez y ! (Cette exposition est gratuite et dure jusqu'au 12 octobre 11:30-13:30 / 17:00-21:00 plus d'informations sur www.kubo.kutxa.net.) ✪



